

L'effervescence de l'indépendance algérienne

par Alain Messaoudi

Comment l'année 1962, où le pouvoir bascule des autorités coloniales aux représentants du peuple algérien, a-t-il été vécu par la simple population ? Faute d'archives, Malika Rahal propose une histoire incarnée des émotions.

À propos de : Malika Rahal, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, Paris, La Découverte, 2021, 493 p., 25 €.

Une démarche inclusive

Avec *Algérie 1962. Une histoire populaire*, Malika Rahal explore un moment révolutionnaire, celui que symbolise l'année 1962 qui, en Algérie, voit le pouvoir basculer des autorités coloniales françaises aux représentants d'un peuple accédant à l'indépendance politique. À l'arrière-plan, court l'espoir qu'un tel travail historique puisse faire écho au Mouvement populaire (*al-Hirâk al-cha'abî*) qui s'est imposé sur la scène publique en 2019, en faisant souvent référence à 1962. Il s'agit donc de comprendre comment 1962 a été vécu par la simple population, les subordonnés (*subaltern*) dont on entend peu les voix, au-delà des scansions bien connues de l'histoire politique (déclaration du cessez-le feu le 19 mars, proclamation de l'indépendance le 5 juillet et, après une crise politique pendant l'été, constitution d'un gouvernement placé sous la direction d'Ahmed Ben Bella en septembre). Et de rompre

ainsi avec l'idée commune qui ne voudrait voir dans cette période qu'un « mauvais départ », où les médiocres (les plus habiles à tirer leur épingle du jeu) auraient chassé les bons (les combattants des maquis de l'intérieur, et parmi eux les femmes), pour la présenter plutôt comme un temps des possibles.

Cette histoire sensible se fonde principalement sur des entretiens, des mémoires, des autobiographies, des sources privées, la presse et des fonds d'archives publiques venant en appoint (l'ensemble des sources primaires figure en annexe, avec un court descriptif des auteurs des témoignages¹). Ce choix, qui peut s'expliquer par l'accès difficile voire impossible aux archives publiques, est pleinement assumé. Il ouvre à d'autres perceptions de l'événement. La démarche est inclusive : l'ouvrage prend en considération l'ensemble de la population vivant en Algérie. Elle entend cependant compenser un déséquilibre, la plupart des travaux ayant été jusqu'à présent consacrés aux minorités (juifs, « européens », « harkis ») qui ont quitté l'Algérie (ils sont 650 000 à l'avoir fait en 1962), plutôt qu'à la majorité de la population, elle aussi marquée par le déplacement forcé (au cours de la guerre 3,5 millions d'Algériens l'ont vécu : 2,5 millions, soit un tiers de la population rurale, ont été regroupés *manu militari* dans des camps ; 300 000 ont dû se réfugier en Tunisie et au Maroc).

Ce livre ne prétend pas fournir une somme définitive, malgré son ampleur, mais ouvrir des pistes. D'où un découpage en vingt-deux courts chapitres plus ou moins aboutis, organisés autour de quatre motifs polysémiques – « Violences », « Corps », « Espaces », « Le temps » – l'article définit de la dernière partie dessinant la perspective d'une temporalité partagée, d'une histoire commune.

Violences

La première partie consacrée aux violences est particulièrement saisissante. Le chapitre qui l'ouvre, « Le sang volé », part, à la suite de Luise White², de l'analyse d'une rumeur qui a couru au printemps 1962, pour conduire à une réflexion relevant

¹ On en retrouve certains, comme les combattants de l'ALN Djoudi Attoumi et Bachir Hadjadj, parmi les témoins dont les récits ont été recueillis entre 2019 et 2021 dans le cadre des Grands entretiens de l'INA (<https://entretiens.ina.fr/guerres-algerie>). Ils ont servi de matériau pour le remarquable film documentaire écrit par Raphaëlle Branche et Rafael Lewandowski pour la chaîne de télévision Arte, *En guerre(s) pour l'Algérie* (2022).

² Luise White, *Speaking with Vampires. Rumor and History in Colonial Africa*, Berkeley, University of California Press, 2000.

de l'anthropologie historique. Nourrie par des éléments de réel (barrages routiers, enlèvements crapuleux, existence de cliniques clandestines administrées par le FLN pour éviter que les blessés musulmans soient les cibles de l'OAS), cette rumeur voulait que le FLN procédât à des enlèvements d'Européens pour s'approvisionner en sang. Cette hantise de nourrir de sa sève l'autre, l'adversaire, témoigne du cataclysme vécu par la minorité européenne, minorité à laquelle les juifs d'Algérie se sont pour la plupart associés, malgré leur position particulière, s'étant vu tour à tour appliquer (en 1870) puis retirer (entre 1940 et 1943) le statut de citoyens français³. Elle conduit à poser une question qui peut paraître naïve : pourquoi la minorité, certes en situation de domination, s'est-elle refusée à une fusion avec la population majoritaire ? Malika Rahal rappelle qu'on peut trouver la trace, dès les années 1830, d'une hostilité au mélange des sangs. Mais elle oublie la présence forte, parmi les officiers de l'armée d'Afrique, héritiers de la Révolution et de l'Empire, d'un discours favorable à la « fusion des races »⁴ : ce n'est qu'après 1870 que la question du métissage devint tabou, les immigrants se démarquant des « Arabes » et se réservant le nom d'Algériens – le terme leur étant disputé avec succès par la majorité musulmane après 1914.

Pour comprendre ce qui a animé les contemporains, l'ouvrage invite à s'émanciper d'un vocabulaire convenu, qui, tel « terroriste », peut avoir été repris de la presse française de l'époque, et fait aujourd'hui obstacle à une perception plus juste des réalités. Les nombreuses sources rassemblées par Malika Rahal la conduisent à proposer des termes rarement employés dans l'historiographie. Elle propose de nommer « effervescence » (chap. 3) le climat général – une effervescence qui contient la possibilité d'une explosion de violence ou d'une manifestation de fête. Ou de placer sous l'égide d'une « violence vengeresse » (chap. 4) les actions qui ont pris pour cibles, dans les périodes de repli de l'autorité légale, après le retrait de la France et pendant la crise politique de l'été, non seulement les supplétifs musulmans de l'armée française, mais aussi les hommes personnifiant la collaboration. Elle se manifeste à l'échelle locale et prend souvent la forme d'une violence collective qui soude la communauté autour de la victime expiatoire.

L'ouvrage de Malika Rahal invite non seulement à revenir sur les mots utilisés pour rendre compte du passé, mais aussi à réfléchir sur les échelles de temps qui nous

³ Pierre-Jean Le Foll Luciani a finement analysé les effets de ces dispositions en matière d'engagement politique (*Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019).

⁴ En témoignent les *Annales algériennes* d'Edmond Pellissier de Raynaud (1836-1839), la *Solution de la question de l'Algérie* de Franciade Fleurus Duviérier (1841), *Du Gouvernement arabe et de l'institution qui doit l'exercer* de Charles Richard (1848) ou l'œuvre du saint-simonien Ismaïl Urbain (1812-1884).

permettent de comprendre les logiques des événements. Un remarquable chapitre consacré à la situation à Oran (chap. 5) permet de comprendre le paroxysme de violence qu'a connu la ville le 5 juillet, avec un massacre qui n'épargna pas les Européens et qui est devenu pour eux un « lieu de mémoire »⁵. Pour ce faire, elle l'inscrit dans une périodisation plus large. C'est dans cette ville longtemps très majoritairement « européenne », mais où la population « musulmane » était désormais la plus nombreuse, que l'OAS s'est manifestée avec le plus de violence. Fin février, en plein mois de ramadan, un attentat à la voiture piégée fit plus de vingt morts à Mdina Jdida, et, au printemps, des snipers de l'OAS visaient les habitants du quartier-ghetto d'el-Hamri qui traversaient leur ligne de tir. Alors qu'à Alger, un accord a pu être conclu le 27 juin entre l'OAS et le FLN, il n'en a rien été à Oran où, du côté des combattants pour l'indépendance, différents groupes armés s'affrontaient, dont certains proches du banditisme. Un développement consacré aux cruelles désillusions vécues par les messalistes (chap. 6), qui ne purent reconstituer un parti participant à la vie politique de l'État indépendant, fait transition vers les chapitres travaillant la question des/du corps.

L'ouverture des possibles

Cette partie examine, à l'aide de travaux portant sur d'autres sorties de guerre, un paradoxe qui n'a rien d'extraordinaire. Se conjuguent en effet au printemps 1962 le deuil, quand le pressentiment se confirme que les disparus ne reviendront jamais, et la joie des retrouvailles, avec le retour des prisonniers et des soldats. La majorité exulte de pouvoir manifester dans l'espace public reconquis sa capacité à faire corps en même temps qu'elle redoute qu'une guerre civile n'éclate, du fait du conflit opposant le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) à l'état-major, les maquisards des wilayas aux militaires qui combattaient à partir du Maroc ou de la Tunisie. Les périodes de vacance du pouvoir, au printemps, avec le passage de relais entre les autorités françaises et algériennes, puis pendant l'été, alors qu'une crise interne déchire le FLN, correspondent à l'ouverture d'un espace des possibles (chap. 10), mais aussi au risque que jaillissent des flambées de violences privées. Les festivités (chap. 12) peuvent être saisies en croisant des sources visuelles – photographies, films – et des témoignages oraux qui permettent de restituer les

⁵ Amar Mohand Amer, compte rendu de « Guillaume Zeller (préf. Philippe Labro), *Oran 5 juillet 1962. Un massacre oublié* », *Insaniyat* / 65-66 | 2014, p. 325-327 (en ligne).

paroles accompagnant les gestes (*allâh yarham al-chuhadâ'* – que Dieu accueille dans sa miséricorde les martyrs – donne tout son sens à l'index levé vers le ciel) et l'émotion produite. Si les images des cortèges qui ont accompagné l'annonce du cessez-le-feu en mars sont rares, celles des fêtes de juillet, suivies par la presse internationale, sont nombreuses. Malika Rahal voit dans la fréquence de l'image de groupes arborant des drapeaux algériens du haut de camions, hommes, femmes et enfants mêlés, le symbole d'une réappropriation de l'espace.

Réorganisation des espaces

Placée sous le signe des espaces, au risque parfois d'un certain brouillage – un géographe accepterait-il qu'on parle du paysage, du territoire et du sol comme des « trois états de l'espace » (p. 262) ? –, la troisième partie s'ouvre sur cette reprise de possession. « La recouvrance » (chap. 13) rappelle que l'affirmation par les Algériens de leur souveraineté sur l'ensemble du territoire n'a pas été de soi. Ils ont pu craindre que le Sahara, où ont été découverts des gisements d'hydrocarbures et qui sert à des essais nucléaires, ne leur échappe, ou qu'un territoire rassemblant les populations françaises ne soit constitué entre Alger et Oran. La France conserve pendant la décennie qui suit des gendarmes et des bases militaires dans le pays – le contrôle de l'espace aérien par l'Algérie ne devient effectif qu'après 1967. Il a fallu par ailleurs replanter les forêts dévastées, déminer les sols, en particulier pour permettre le retour des réfugiés dans les zones frontalières.

Malika Rahal rappelle que le départ des Français a fait suite à un mouvement de concentration dans certains quartiers des principales villes côtières, créant dans ces espaces un effet sidérant de vide (chap. 15, « Le retournement de l'espace »). Elle aborde la question du devenir des objets abandonnés et celle de l'installation des Algériens dans les logements précipitamment quittés par les Français, avant que l'institution d'un service des biens vacants régule les mouvements et que le rythme des déménagements ralentisse. Les mémoires tendent à distinguer ceux qui se sont retenus de s'installer dans les logements vides et ceux, moins scrupuleux, qui se sont autorisés à le faire – ce qui laisse ouverte la question d'une possible sociologie de ce partage. Cette grande remue aurait produit un puissant mélange, une mixité sociale extraordinaire et un rapport à la (co)propriété dans les espaces urbains qui restent à étudier plus précisément. Organisé par le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, l'ampleur du rapatriement des réfugiés à

l'extérieur des frontières a été oubliée, peut-être par le sentiment d'un devoir de pudeur chez ceux qui ont été contraints de rester à l'écart de la lutte armée pour l'indépendance (chap. 16).

Des espaces symboliquement chargés font l'objet d'un traitement particulier. Les camps de regroupement (chap. 17), couramment appelés camps de concentration, ont constitué un phénomène massif, récemment étudié par Fabien Sacriste⁶. Ces camps par où sont passés un quart des futurs Algériens ont pris différentes formes. Ceux qui ont été construits en dur, *ex nihilo*, sur un plan orthogonal, sont les mieux documentés⁷, mais d'autres l'ont été avec des matières végétales, sans laisser de traces dans le paysage actuel, et d'autres encore se sont greffés à des agglomérations déjà existantes, leurs limites étaient marquées par des barbelés et leur accès contrôlé. Malika Rahal rappelle que la plupart des déplacés ne sont pas revenus dans leurs villages, sinon pour cultiver le souvenir du lieu d'origine. La ferme (chap. 18) est aussi un lieu symboliquement chargé. Construction coloniale, où ont été installés certains centres de torture – aurait pu ici être citée ou discutée une enquête de Claire Mauss-Copeaux croisant elle aussi archives et sources orales⁸ –, la ferme devient après l'indépendance un lieu d'expérimentation de l'autogestion, du moins dans le cas des grandes exploitations coloniales les plus productives, les petites exploitations algériennes restant à l'écart de cette transformation.

Passé, présents, futurs

La dernière partie scrute les différents rapports aux temps vécus : temps de l'attente, d'un futur qui verra se confirmer les craintes de l'effondrement d'un monde chez certains, se réaliser les espoirs d'une émancipation pour le plus grand nombre (chap. 19), présent de l'avènement de l'indépendance, avec le mélange de ferveur et d'amertume qui accompagne l'élection à partir de listes uniques d'une assemblée et la désignation d'un gouvernement, dans un climat d'urgence qui permet l'accès à des postes de responsabilités de très jeunes gens peu diplômés (« L'adventio », chap. 20), perspectives souvent déçues d'un retour à un avant de la dépossession coloniale,

⁶ Fabien Sacriste, *Les camps de regroupement en Algérie - Une histoire des déplacements forcés (1954-1962)*, Paris, Les Presses de Science Po, 2022.

⁷ Kamel Kateb, Nacer Melhani et M'hamed Rebah, *Les déracinés de Cherchell : camps de regroupement dans la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Paris, INED éditions, 2018.

⁸ Claire Mauss-Copeaux, *Hadjira. La ferme Ameziane et au-delà...*, Paris, Les Chemins du présent, 2017.

d'une restitution des biens perdus (terres, langues, traditions religieuses...), dans leur dimension matérielle et symbolique (« 1962-1830 », chap. 21). Le 1^{er} novembre 1962, la restitution de la mosquée Ketchaoua au culte musulman est un exemple emblématique de cette volonté de marquer la fermeture d'une « parenthèse coloniale », comme le choix du 5 juillet, en écho au débarquement des troupes françaises à Sidi Ferruch/Fredj en 1830, pour fêter l'indépendance. Dans un dernier chapitre, « L'Invention du Passé », Malika Rahal voit dans sa narration le moyen de réunir un peuple et fonder une nation souveraine. Elle constate l'efflorescence des récits au lendemain de l'indépendance, rend compte des films alors réalisés, du choix des nouveaux noms donnés aux rues. Elle note aussi l'impact de la définition de catégories d'ayant-droits, qu'il s'agisse des acteurs de la lutte pour l'indépendance ou des victimes de la guerre de libération, qui suppose la constitution de dossiers, et donc la construction d'un « récit administratif du passé ».

La conclusion propose d'envisager le chrononyme « 1962 » dans des bornes chronologiques qui dépassent la seule année civile : cette période révolutionnaire, inaugurée par les manifestations de décembre 1960, qui marquent la prise de possession de l'espace public par les Algériens, a duré jusqu'à l'instauration d'une autorité étatique en mars 1963, avec quelques réverbérations jusque dans les années 1970, qui restent à étudier.

Ce livre, composé dans le cadre universitaire d'une habilitation à diriger des recherches, propose une histoire populaire, non seulement au sens d'une histoire des gens ordinaires⁹, selon la définition qu'en a donnée Howard Zinn, mais aussi au sens d'une histoire incarnée, attentive aux émotions, aux sensations, à la sensibilité, à la suite de Michelle Zancarini-Fournel¹⁰. Si sa construction complexe et une terminologie parfois recherchée peuvent en rendre la lecture relativement difficile, la fluidité de l'écriture, le découpage en courtes séquences, la présence de renvois et d'un index permettent une lecture discontinue plus facile et légère – on peut y voir l'incidence du carnet de recherche, « Textures du temps », tenu parallèlement à l'écriture de ce livre¹¹. Le mode d'exposition est aussi une invitation à la lecture. Malika Rahal n'apparaît que très discrètement dans le texte, à travers un oncle, une cousine, l'aveu d'une inclination qui lui fait préférer imaginer une *'atarcha* poussée naturellement en Algérie, plutôt

⁹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2003 [1980].

¹⁰ Michelle Zancarini-Fournel, *Les Luttes et les Rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, coll. Zones, 2016. Sur les usages de l'histoire populaire, voir Émilien Ruiz, « L'histoire populaire : label éditorial ou nouvelle forme d'écriture du social ? », *Le Mouvement Social*, vol. 269-270, n° 4, 2019, pp. 185-230.

¹¹ <https://texturesdutemps.hypotheses.org/>

qu'un géranium rosat importé par les parfumeurs de Grasse (p. 335). Mais elle ouvre le plus souvent ses chapitres par une expérience, une histoire rapportée qui l'a saisie – l'arrestation d'un harki – un détail observé au cours d'un entretien – l'émotion partagée à l'évocation des fêtes de l'indépendance le 5 juillet. De ces éléments épars, l'historienne cherche à saisir le sens, pour en nourrir une réflexion plus large.

Ce livre ne témoigne donc pas seulement d'une connaissance renouvelée des bouleversements qu'a connus la période symbolisée par 1962. Il manifeste aussi l'émergence de nouveaux modes d'écriture de l'histoire, la faiblesse ou la fermeture des institutions archivistiques poussant à l'inventivité. En choisissant de faire « feu de tout bois » (p. 18), et en traversant les frontières disciplinaires, Malika Rahal confirme qu'il est possible d'écrire une histoire nourrie d'une matière mémorielle, déjà fixée ou suscitée, et ouvre ainsi des horizons nouveaux.

Publié dans lavedesidees.fr, le 18 mai 2022